

Calais ou la capitulation de l'Etat de droit



Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Alexis Théas (#figp-author)

Publié le 01/03/2016 à 11h23

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les autorités organisent l'évacuation d'une partie de la «jungle» de Calais. Pour Alexis Théas, cette zone est le produit de «l'idéologie européenne des bons sentiments» et du démantèlement de la frontière extérieure de l'UE.

Alexis Théas est juriste et universitaire.

Le phénomène auquel nous assistons dans le Calais est d'ampleur colossale. Il signe la capitulation de l'Etat de droit dans la République française. Une «Jungle» constituée de plusieurs milliers de migrants s'est installée à proximité de la ville de Calais. Ses habitants sont des étrangers en situation irrégulière, qui n'avaient pas le droit d'entrer en France et auxquels les lois de la République interdisent d'y séjourner. Cette «Jungle» a donné lieu à l'émergence d'une organisation sociale parallèle avec ses «lieux de vie»: écoles, théâtres, commerces, lieux de prière, et même centre juridique. Il n'est pas exagéré de parler d'une enclave étrangère qui s'est constituée *de facto* sur le territoire français. Quand le gouvernement a tenté, le 29 février, d'en faire évacuer la partie sud, des incidents ont éclaté.

Les migrants, animés par un groupe anarchiste, «no border», se sont soulevés. Ils ont jeté des pierres et certains se sont armés de barres de fer. Cinq policiers ont été blessés.

Les migrants, animés par un groupe anarchiste, «no border», se sont soulevés. Ils ont jeté des pierres et certains se sont armés de barres de fer. Cinq policiers ont été blessés. L'accès au port de Calais a dû être fermé et l'A 16 coupé. Les forces de l'ordre ont dû reculer. L'Etat de droit a capitulé, une fois de plus. Aujourd'hui, il faut bien le dire, il existe dans le Nord de la France une parcelle du territoire qui échappe aux lois de la République et à l'Etat de droit. Au summum d'une situation absurde, nous voyons des fonctionnaires français qui supplient à des étrangers en situation irrégulière d'accepter les lieux d'hébergement qui leur sont offerts par l'Etat et ces derniers qui refusent. Le drame du Calais est celui d'un Etat lâche, démissionnaire, impuissant, incapable d'assumer ses responsabilités et sa mission fondamentale: faire respecter l'intégrité du territoire national.

«Qui veut faite l'ange fait la bête» a écrit Pascal dans ses pensées.

La Jungle de Calais est le produit de l'idéologie européenne des bons sentiments, de l'accueil et de l'angélisme.

La Jungle de Calais est le produit de l'idéologie européenne des bons sentiments, de l'accueil et de l'angélisme. L'Europe, sous l'emprise d'un courant idéologique dont «no border» n'est que l'expression ultime, a volontairement sabordé ses frontières. Cependant, aujourd'hui, des milliers de personnes en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique, dont des enfants, y survivent dans des conditions sanitaires épouvantables, indignes de la France contemporaine, sous la férule des passeurs mafieux et des activistes d'extrême gauche. La violence et le chantage y règnent en maîtres. Toute une région est gravement sinistrée. Les commerces dont le chiffre d'affaires s'est effondré doivent fermer, les habitants du voisinage vivent dans la terreur. Un véritable chaos se répand sur toute une partie de la région dont l'image est dévastée. Le drame n'a rien de nouveau, même s'il s'est considérablement aggravé en quatre ans. Il remonte à la fin des années 1990, lié

au fonctionnement de l'espace Schengen: la France a ouvert ses frontières européennes et s'est engagée à protéger par tous les moyens celles de la Grande-Bretagne, transformant, le Calais en cul-de-sac, réceptacle des migrants qui ont traversé une partie de la planète dans le but de se rendre Outre-Manche.

L'aggravation du drame de Calais renvoie au démantèlement de la frontière extérieure européenne, intervenu en 2015, à la suite des déclarations intempestives de plusieurs dirigeants européens, dont Mme Merkel, la chancelière allemande, et M. Juncker, président de la Commission: «*ouvrons leur les bras!*» Le flux migratoire sans précédent historique, ne cesse de s'amplifier: après un million d'entrées en 2015, 100 000 arrivées déjà vers mi-février 2016 et des millions de personnes qui se pressent aux portes de l'Europe. Des incidents éclatent partout, par exemple entre la Macédoine et la Grèce, révélateurs de l'ampleur du drame. Les Etats européens, pétrifiés, se barricadent derrière leurs frontières devenues illusoires dans ce contexte, en espérant contenir le chaos chez leur voisin.

La Jungle n'a rien d'accidentel. Elle préfigure l'Europe de demain, celle qui est en train de se former sous nos yeux, une constellation de bidonvilles et zones de non-droit.

La Jungle n'a rien d'accidentel. Elle préfigure l'Europe de demain, celle qui est en train de se former sous nos yeux, une constellation de bidonvilles et zones de non-droit, venu des nouvelles grandes vagues d'immigration en cours, en rébellion ouverte contre les Etats et la fragmentation accélérée de l'Europe, dans un climat de violence extrême, d'aveuglement, sinon de trahison. Aucune des réponses esquissées n'est à la hauteur du drame qui se joue en ce moment, celui de l'avenir de notre continent. Les récupérations électoralistes et coups de menton politiques ne régleront rien. Seul un accord entre les cinq ou six gouvernements des grands Etats de l'Europe pour utiliser la force contre les passeurs criminels et imposer un blocus des rives de la Méditerranée d'où partent leurs embarcations permettrait de sauver l'essentiel. Mais aujourd'hui, comme toujours dans les heures sombres de l'histoire, la lucidité et la volonté politique font cruellement défaut.



Alexis Théas
